

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE
T/L.1162
14 juin 1971
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

UN/SA COLLECTION

Trente-huitième session
Point 14 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DE TUTELLE AU CONSEIL DE SECURITE
CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE
POUR LA PERIODE DU 19 JUIN 1970 AU JUIN 1971

Document de travail établi par le Secrétariat

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE. ACTIVITES DU CONSEIL DE TUTELLE CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE	2 - 12
Examen du rapport annuel	2 - 6
Examen des pétitions	7 - 12
DEUXIEME PARTIE. SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE	[A ajouter]

INTRODUCTION

1. Conformément à l'Article 83 de la Charte des Nations Unies, à la résolution 70 (1949) que le Conseil de sécurité a adoptée à sa 415ème séance, le 7 mars 1949, et à sa propre résolution 46 (IV) du 24 mars 1949, le Conseil de tutelle a exercé, pour le compte du Conseil de sécurité, les fonctions assumées par l'Organisation des Nations Unies au titre du régime international de tutelle en ce qui concerne le progrès politique, économique, social et culturel des habitants du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, désigné comme zone stratégique.

PREMIERE PARTIE. ACTIVITES DU CONSEIL DE TUTELLE CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

Examen du rapport annuel

2. Le rapport du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur l'administration du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique pour l'année qui a pris fin le 30 juin 1970 a été communiqué aux membres du Conseil de tutelle le 6 mai 1971 par une note du Secrétaire général (T/1716), et inscrit à l'ordre du jour de la trente-huitième session du Conseil.

3. Le Conseil de tutelle a commencé l'examen du rapport à la 1372ème séance, le 26 mai 1971. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique et le représentant spécial de l'Autorité administrante, M. Edward E. Johnston, haut commissaire du Territoire sous tutelle, ont fait une déclaration liminaire. MM. Petrus Tun et Sasauo Haruo, membres du Congrès de Micronésie (le premier, membre du Sénat, et le second, membre de la Chambre des représentants), qui exerçaient les fonctions de conseillers spéciaux auprès de la délégation des Etats-Unis, ont fait également des déclarations.

4. Aux 1373ème et 1374ème séances, les 27 et 28 mai, les membres du Conseil de tutelle ont posé des questions au représentant des Etats-Unis, au représentant spécial et aux conseillers spéciaux. Aux 1375ème et 1376ème séances, le 1er juin, le Conseil a procédé à une discussion générale sur la situation dans le Territoire sous tutelle.

5. A la 1380ème séance, le 4 juin, le représentant des Etats-Unis, le représentant spécial et M. Haruo ont prononcé des déclarations de clôture, et le Conseil de tutelle a décidé de faire distribuer une déclaration de M. Tun. A la même séance, le Conseil a nommé un Comité de rédaction composé des représentants de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, chargé de proposer, sur la base des discussions qui avaient eu lieu au Conseil, des conclusions et des recommandations concernant la situation dans le Territoire sous tutelle et de faire des recommandations concernant le chapitre du rapport du Conseil au Conseil de sécurité relatif à la situation dans ce territoire.

6. A la séance, le juin, le Conseil a examiné le rapport du Comité de rédaction (T/L.1163) /à compléter ultérieurement/.

Examen des pétitions

7. A sa trente-huitième session, le Conseil de tutelle a accordé une audience à quatre pétitionnaires, dont l'un avait demandé à être entendu pour étayer une pétition écrite présentée antérieurement (T/PET.10/44). Le Conseil a entendu ces pétitionnaires à sa 1374ème séance, le 28 mai 1971, au cours de son examen du rapport annuel sur le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (T/1716).

8. A sa trente-huitième session, le Conseil de tutelle avait à son ordre du jour 21 communications qui avaient été distribuées sous les cotes T/COM.10/L.52 à T/COM.10/L.72, conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil. A sa 1374ème séance, le 28 mai 1971, le Conseil a décidé d'ajouter à son ordre du jour une communication qui avait été distribuée sous la cote T/COM.10/L.73.

9. Le Conseil de tutelle a examiné ces communications à sa 1374ème séance, le 28 mai 1971, et décidé, sans opposition, d'en prendre note.

10. A sa trente-huitième session, le Conseil de tutelle avait également à son ordre du jour trois pétitions distribuées sous les cotes T/PET.10/44 et Add.1, T/PET.10/66 et T/PET.10/67, conformément au paragraphe 1 de l'article 85 du règlement intérieur du Conseil. Les observations de l'Autorité administrante ont été distribuées sous les cotes T/OBS.10/16, T/OBS.10/37 et T/OBS.10/38, conformément au paragraphe 4 de l'article 86 du règlement intérieur.

11. Les pétitions mentionnées au paragraphe précédent et les observations de l'Autorité administrante étaient les suivantes :

a) Une pétition émanant de la Législature du district des îles Mariannes (T/PET.10/44, du 7 mars 1969), avec les observations de l'Autorité administrante (T/OBS.10/16). Par une lettre datée du 3 juin 1969 (T/PET.10/44/Add.1), le Président de la Législature du district des îles Mariannes, M. Vincente N. Santos, avait prié le Conseil de tutelle de différer l'examen de cette pétition. Dans une lettre du 11 mars 1971, M. Santos a demandé l'inscription de la pétition à l'ordre du jour de la trente-huitième session du Conseil. La pétition contenait un rapport établi à la date du 26 février 1968 par une Commission d'enquête chargée d'examiner les problèmes fonciers dans le district des îles Mariannes, et demandant qu'une solution soit apportée à ces problèmes. Dans ses observations écrites, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle était parfaitement consciente de la nécessité de résoudre le problème des titres de propriété et du règlement des revendications foncières dans le Territoire. L'Administration territoriale étudiait soigneusement ce problème dans l'intention de prendre des mesures positives en vue d'une solution équitable dans l'ensemble du Territoire. Les travaux de la Commission d'enquête de la Législature du district des îles Mariannes, tels qu'ils étaient décrits dans la pétition et dans la déclaration faite par la délégation de la Législature devant le Conseil, seraient étudiés et évalués avec soin. Cette pétition a été présentée oralement à la 1374ème séance du Conseil, le 28 mai 1971. A la 1380ème séance du Conseil, le 4 juin 1971, le représentant spécial de l'Autorité administrante a présenté des observations sur les remarques et les recommandations formulées par le pétitionnaire.

b) Une pétition (T/PET.10/66) portant copie de la résolution No 13-1970, adoptée le 24 août 1970 par la Législature du district des îles Mariannes. Dans cette pétition, la Législature du district des îles Mariannes priait l'Organisation des Nations Unies de reconnaître les différences culturelles existant entre les districts du Territoire sous tutelle et de faire en sorte que chaque district puisse choisir son propre avenir politique. Dans ses observations écrites (T/OBS.10/37), l'Autorité administrante a fait valoir que le Conseil de tutelle et ses missions de visite avaient pris note des différences existant entre les districts, et notamment des sentiments de la population des îles Mariannes, et avait signalé qu'il faudrait en tenir compte d'une façon ou d'une autre au moment de l'accession

du Territoire à l'autonomie. Les Etats-Unis, quant à eux, avaient toujours reconnu que la population des îles Mariannes était en droit d'attendre que ses opinions et ses aspirations soient prises en considération lorsque l'accord de tutelle prendrait fin. L'un des objectifs des Etats-Unis et du régime de tutelle était de faire bénéficier toutes les populations de la Micronésie, y compris celle des îles Mariannes, du droit de disposer d'elles-mêmes. Les Etats-Unis demeuraient certains que, grâce aux discussions qui se poursuivaient sur le futur statut politique, et auxquelles chacun des districts était représenté, il serait possible de parvenir à une telle solution. Entre-temps, l'Administration du Territoire sous tutelle cherchait, par sa politique de décentralisation, à donner aux districts des pouvoirs plus étendus pour la gestion de leurs propres affaires.

c) Une pétition (T/PET.10/67) portant copie de la résolution commune de la Chambre No 104, H.D.1, adoptée par le Congrès de Micronésie le 26 août 1970. Dans cette résolution, le Congrès de Micronésie priait le Haut Commissaire du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique d'obtenir le concours de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de ses filiales pour qu'elles procèdent à une évaluation complète des besoins financiers actuels et futurs de la Micronésie et pour qu'elles fassent des recommandations et accordent une assistance à cet effet, y compris l'octroi de prêts au développement. Dans cette résolution, le Congrès de Micronésie demandait en outre à l'Organisation des Nations Unies d'aider la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et ses filiales dans l'application des recommandations qu'elles pourraient faire. Dans ses observations écrites (T/OBS.10/38), l'Autorité administrante indiquait que, tout en approuvant l'intention exprimée dans la pétition d'obtenir le concours de la BIRD et de ses filiales pour qu'elles apportent leur aide au développement économique de la Micronésie, elle estimait qu'une enquête économique générale du type indiqué dans la pétition était inutile, étant donné qu'elle ferait double emploi avec les enquêtes générales approfondies qui avaient déjà été entreprises par des bureaux privés de consultants pour l'Administration du Territoire sous tutelle. Cette dernière avait appelé l'attention du Congrès de Micronésie sur ces enquêtes et avait cherché à collaborer avec lui pour déterminer les domaines d'intérêt particulier. Les Etats-Unis ne manqueraient pas de transmettre sans délai toute demande d'assistance qui pourrait ainsi être formulée à l'intention de la BIRD.

12. Le Conseil de tutelle a examiné ces pétitions à sa 1374^{ème} séance, le 28 mai 1971, et a décidé, sans opposition, d'appeler l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité administrante et sur les déclarations faites par les membres du Conseil à cette session.

DEUXIEME PARTIE. SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES
DU PACIFIQUE

[Cette partie comprendra le chapitre sur la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, tel qu'il sera définitivement adopté par le Conseil de tutelle à sa trente-huitième session.]
